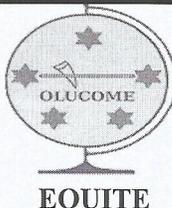


OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT
TRANSPARENCE

Réf : 010/OLUCOME/06/2018

Bujumbura, le 13/06/2018

Transmis copie pour information à:

- Son Excellence Monsieur Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République Ougandaise et Facilitateur dans le dialogue inter burundais avec les assurances de notre plus haute considération.

à Kampala

A Son Excellence Monsieur William Benjamin Mkapa, Ancien Président de la République Unie de Tanzanie et Co-Facilitateur dans le dialogue inter burundais

à Dar-es-salaam

Objet: Demande de l'organisation d'un 5^{ème} round du dialogue externe, après la renonciation du 4^{ème} mandat du Président Pierre Nkurunziza

Excellence Monsieur le Co-Facilitateur,

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME), une des organisations de la société civile burundaise qui a suivi avec intérêt les pourparlers inter burundais depuis 2015 organisés respectivement par les Nations Unies au Burundi et par l'East African Community (EAC), a un grand honneur de vous demander d'organiser la 5^{ème} session de dialogue inter burundais afin de sauver les Accords d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation enterrés par le référendum du 17 mai 2018 et par la suite se pencher d'urgence aux vraies préoccupations des citoyens burundais qui ne savent pas actuellement, sur quel pied danser.
2. En effet, Excellence Monsieur le Co-Facilitateur, au lendemain du vote référendaire, les citoyens burundais attendent toujours le dénouement de la crise déclenchée depuis 2015 et le régime en place continue de jouer sa carte d'enterrer les accords d'Arusha pour la paix et la réconciliation. Néanmoins, aucun souffle n'a été constaté et les burundais continuent à vivre dans la peur, ne peuvent satisfaire ne fut-ce que les besoins élémentaires et la corruption est devenue le mot d'ordre dans presque toute l'administration publique burundaise.
Excellence, l'OLUCOME s'étonne fortement de voir combien le Gouvernement du Burundi en place fait le sourd d'oreille face à la misère qui ronge les citoyens et à

votre appel lui procuré de suspendre ce processus d'amendement de la Constitution en attendant les résultats du dialogue externe. Au lieu de s'attarder à la résolution de la crise actuelle à travers le dialogue inter burundais externe sous votre facilitation, le Gouvernement du Burundi cherche par tous les moyens comment s'éterniser au pouvoir tout en mettant de côté les vraies préoccupations de la population.

3. Aujourd'hui, le Burundi est l'un des premiers pays les plus pauvres et les moins économiquement performants du monde. Ce n'est plus un secret de polichinelle, l'économie burundaise est en faillite car l'État est dans l'incapacité totale de financer son fonctionnement normal. Par exemple, pour le premier trimestre de cette année 2018, selon un rapport confidentiel à notre disposition, la Banque de la République du Burundi (BRB) a émis 54,6 % des bons du trésor, dont 39 % de cette dette ne sont pas encore remboursés.

En février, sur 67,1% des bons de trésors vendus, 44,9% ne sont pas remboursés. Au cours du mois de mars, sur 77,2% des bons du trésor vendus, 49,9% ne sont pas remboursés. Et pourtant, les exonérations sont exécutées à 255,5% en faveur des commerçants proches du parti au pouvoir ruinant l'économie burundaise. En contraste, les investisseurs qui sont normalement le moteur de la croissance économique n'ont eu droit aux exonérations qui ne totalisent qu'un maigre pourcentage de 9,06%. L'agriculture qui pourtant occupe plus de 90% de l'économie nationale n'a bénéficié qu'une exonération de 0,52% dont 0,7% pour les intrants agricoles et 0,45% pour les produits vétérinaires selon le rapport d'exécution du budget du premier trimestre 2018. La dette intérieure du Gouvernement envers la Banque centrale, les banques commerciales et les agents économiques privés s'élèvent aujourd'hui à plus de 1500 milliards Fbu soit plus de 108,06% du Budget Général de l'Etat exercice 2018.

4. Excellence Monsieur le Co-Facilitateur, la plupart des fonctionnaires de l'Etat ne parviennent pas à joindre les deux bouts du mois par leurs maigres salaires, le chômage bat son plein avec un taux de chômage de 65%, le taux de croissance économique est de -1,3% en 2017 selon la Banque Africaine de Développement (BAD), les prix des denrées alimentaires, des biens et services ont augmenté suivant une inflation de 14,6 % (selon le rapport de la BAD 2018) alors que le revenu par habitant est moins de 300 USD soit moins d'un dollar américain par jour selon toujours les mêmes institutions. D'où la plupart des ménages souffrent de la famine. Plus de la moitié des ménages n'ont accès qu'à un seul repas par jour mais parallèlement le Gouvernement du Burundi, à travers son Ministre en charge des finances publiques vient de déclarer qu'il continuera à sucer à fond le pauvre contribuable burundais par des contributions forcées aux élections de 2020 payables 5 fois par une personne. A côté de cette paupérisation, les entreprises publiques comme la SOSUMO, la REGIDESO et l'ONATEL sont presque en faillite, pour certaines, suite à la mauvaise gestion et à la corruption qui les gangrènent et pour d'autres, à cause de l'Etat qui consomme mais refuse de payer son dû.

5. Excellence Monsieur le Co-Facilitateur, le Président de la République du Burundi vient de promulguer la nouvelle Constitution. Au cours de ces cérémonies, il a précisé qu'il va céder ce poste à un autre Président de la République qui sera élu par les burundais en 2020. Son porte-parole, dans une interview accordée à la Radio Isanganiro, samedi le 09 juin 2018, a renforcé l'idée en soulignant que même si il advenait que les membres de son parti politique le choisissent au titre de Candidat aux présidentielles de 2020, le Président Pierre Nkurunziza n'acceptera pas. Cependant, les réserves ne manquent pas car dans certains pays, certains Chefs d'Etats peuvent utiliser d'autres tactiques à l'instar de l'apport des présents de la population à ces Présidents tout en leur demandant de rester au pouvoir. Et un Chef

d'Etat qui avait proclamé publiquement de céder son poste, accepte par après d'y rester.

6. Excellence Monsieur le Co-Facilitateur, vu cette situation critique que traverse le Burundi et son peuple, l'OLUCOME vous demande de convoquer le 5^{ème} round de négociation des protagonistes à la crise burundaise. Les acquis déjà enregistrés risquent de tomber à l'eau pour de bon et les garants des accords d'Arusha pour la paix et la réconciliation ont à faire afin que la population retrouve la paix et contribue au développement du pays. Lors de cette séance des pourparlers, les points de divergence retenus lors du dialogue inter burundais de Ngurdoto en Tanzanie et cette nouvelle donnée de Président Pierre Nkurunziza de quitter le pouvoir en 2020 seraient discutés et le compromis sera mis dans l'Accord additionnel attendu à la fin de ces pourparlers externes. Bien plus, les politiciens qui y participeront devront apporter les programmes convenables pour le développement du Burundi au lieu de tourner les discussions sur le partage des postes politiques seulement. Avec l'organisation du 5^{ème} round des pourparlers externes, l'OLUCOME est confiant qu'il en sortira des solutions durables à la crise actuelle et aux cycles de violences antérieures car comme nous ne cessons pas de le dire, la population burundaise plus particulièrement les femmes, les enfants et les jeunes vivant la misère extrême, la pauvreté et la famine nécessite des réponses urgentes, adéquates et durables à la crise actuelle.

Enfin, Excellence Monsieur le Co-Facilitateur, l'Observatoire demande aux personnalités et aux garants des dits accords d'Arusha copiées, de faire ce qui est à leur pouvoir pour qu'il soit organisé le 5^{ème} round de dialogue inter burundais déterminant afin que les Accords conclus en 2000 soient sauvés. **Nous rappelons que les garants de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi ont un lourd fardeau et une responsabilité morale de protéger ledit accord au nom du principe de la solidarité internationale et des peuples.**

Comptant sur votre ferme engagement de sauver le peuple burundais, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Co-Facilitateur, l'expression de notre très haute considération.

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président



C.P.I à :

-Son Excellence Monsieur le Conseiller Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour le Burundi avec les assurances de notre haute considération ;

à New York

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49

Site web: www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

-Son Excellence Monsieur le Représentant de l'Union Africaine au Burundi
avec les assurances de notre haute considération ;

à Bujumbura

-Son Excellence Monsieur le Chef de Délégation de la Commission de l'Union
Européenne au Burundi avec les assurances de notre très haute considération ;

à Bujumbura

- Son Excellence Monsieur l'Envoyé spécial de la Belgique dans la Région
des grands Lacs avec les assurances de notre très haute considération ;

à Bruxelles

- Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général de la Communauté Est
africaine avec les assurances de notre très haute considération ;

à ARUSHA

lp